

Les coptes de France seraient menacés

Alors que le Noël orthodoxe doit être fêté ce vendredi (7 janvier), les 45 000 coptes de France se tiennent le ventre, craignant que les terroristes ne réitèrent en France l'acte odieux qu'ils ont commis contre une église copte à Alexandrie, en Egypte, faisant 21 morts et des dizaines de blessés. La sécurité des 19 lieux de culte coptes recensés dans l'Hexagone va être renforcée, a annoncé la Direction de la Police nationale française, qui ne note, cependant, pas de menaces particulières.

De notre bureau de Paris, Khadidja Baba-Ahmed

Même si, selon la police, il n'y a pas, pour l'heure, de menaces «circonstanciées», les abords des lieux de culte coptes, notamment à Paris, qui regroupe le plus grand nombre de coptes installés en France, voient passer et repasser de nombreuses patrouilles de police. Des barrières de sécurité devaient être installées hier (mardi) autour de ces lieux et pour quelques jours. Les menaces proférées sur des sites internet viseraient, en effet,

les églises installées en France et en Allemagne. Dans les Hauts-de-Seine, Guirguis Lucas, le curé de l'Eglise copte, a affirmé avoir déposé dimanche à Paris une plainte pour des menaces terroristes contre son église. La section antiterroriste de la police judiciaire a ouvert une enquête «pour association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste». Le curé de cette église a expliqué au quotidien *Libération* que «des menaces cir-

culaient comme quoi les attentats d'Alexandrie seraient répétés dans d'autres églises coptes, et notamment hors d'Egypte. Notre église était nommément citée. Peut-être parce que c'est l'une des plus anciennes églises coptes de France... La police avait déjà repéré ces menaces». Et lorsque le journaliste lui demanda si la communauté copte a déjà fait l'objet de menaces en France et comment ses fidèles vont aborder les célébrations du Noël copte, le religieux a affirmé que c'est bien la première fois que ces menaces sont proférées contre les coptes hors d'Egypte. Quant à la célébration ce vendredi du Noël orthodoxe, il pense que ces célébrations religieuses «ne seront pas joyeuses, comme c'est le cas normalement» car, explique-t-il, «il y a des gens qui ont vu des membres de leur famille blessés ou tués» dans l'attentat

suicide commis le soir du réveillon contre une église copte d'Alexandrie. Au mois de novembre dernier, un groupe irakien lié à Al-Qaïda avait menacé de s'en prendre à la communauté copte d'Egypte. Ce qui fut fait avec cet attentat. Pire encore, deux semaines avant la tuerie d'Alexandrie, un communiqué d'un site internet islamiste «appelait les musulmans à attaquer des églises en Egypte et ailleurs au moment de Noël qui tombe le 7 janvier dans le calendrier copte». Ailleurs, plus précisément en Allemagne, le gouvernement a prévenu les coptes de son pays «qu'ils pourraient être pris pour cible». C'est dire que plus que jamais, les terroristes d'Al-Qaïda reprennent l'exportation de leur barbarie et vont certainement aller à l'assaut de tous ceux qui ne partagent ni leur foi ni leur politique.

K. B.-A.

CRISE IVOIRIENNE

Impasse après l'échec d'une médiation africaine

La Côte d'Ivoire restait dans l'impasse hier, au lendemain d'une nouvelle médiation africaine à Abidjan qui a échoué à résoudre la crise opposant Alassane Ouattara et Laurent Gbagbo, toujours sous la menace d'une opération militaire ouest-africaine s'il refuse de céder le pouvoir.

L'ex-puissance coloniale française, en pointe dans les efforts internationaux pour obtenir le départ de M. Gbagbo depuis la présidentielle du 28 novembre, a insisté sur le fait qu'une éventuelle action armée se ferait sans elle. Les 900 soldats de l'opération Licorne présents en Côte d'Ivoire n'ont pas vocation à s'ingérer dans les affaires intérieures du pays, a lancé le président Nicolas Sarkozy.

«Il y a toujours une impasse», a lui-même affirmé Goodluck Jonathan, chef de l'Etat nigérian et président en exercice de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao), après avoir rencontré hier matin à Abuja les émissaires de cette organisation et de l'Union africaine (UA). Il a précisé que le dialogue se poursuivait mais que l'alternative pour Laurent Gbagbo restait la même : céder la présidence à M. Ouattara, reconnu par la communauté internationale, ou risquer d'être délogé par une force militaire ouest-africaine.

Selon M. Jonathan, «la position de la Cédéao est toujours celle énoncée dans le communiqué publié» après le sommet du 24 décembre 2010, quand ses dirigeants avaient exigé le départ de M. Gbagbo, le menaçant d'user de la force. La résolution de la crise risque de prendre du temps «car il faut beaucoup de pression internationale pour convaincre des gens comme ça», a-t-il averti. Pour la seconde fois en moins d'une semaine, les présidents béninois Yayi Boni, sierra-léonais Ernest Koroma et cap-verdien Pedro Pires sont venus lundi à Abidjan au nom de la Cédéao. Ils ont, à nouveau, longuement discuté avec les deux rivaux, séparément, et étaient cette fois accompagnés par le Premier ministre kényan Raila Odinga, envoyé par l'UA.

Avant de rendre compte à M. Jonathan de la mission de lundi, M. Odinga avait évoqué des progrès et une possibilité de rencontre Gbagbo-Ouattara. «Nous avons rompu la glace. Nous avons entamé les dis-

cussions. Ils ont accepté de se rencontrer face à face mais à certaines conditions», avait-il déclaré à l'AFP.

Il a aussitôt provoqué la fureur du camp Ouattara qui a formellement démenti l'éventualité d'une telle rencontre. «C'est totalement faux. Cette proposition a été faite par Odinga et nous l'avons totalement rejetée», a lancé Ali Coulibaly, conseiller diplomatique de M. Ouattara. «Nous ne sommes pas contents» de cette

déclaration, a-t-il dit. Il a affirmé que M. Ouattara s'en tenait toujours à ses positions formulées après sa rencontre avec les médiateurs africains, à savoir qu'il est le «président légitime» et que M. Gbagbo «doit partir». M. Ouattara avait prévenu lundi soir que pour lui, les discussions étaient «terminées». Les proches de M. Gbagbo n'avaient pas réagi hier matin à la nouvelle mission africaine, mais le quotidien d'Etat *Fraternel-Matin* mettait l'accent sur des propos tenus par Ernest Koroma avant son départ d'Abidjan : «A ce stade, nous pouvons seulement dire que les discussions continuent.» Lors de ses vœux de nouvel an à la Nation, Laurent Gbagbo avait été très clair sur ses intentions, réaffirmant qu'il

était le «seul président» et qu'il ne comptait «pas céder» aux pressions. Il avait réitéré sa proposition de recompter les voix de la présidentielle et de mettre en place un «comité d'évaluation» sur le processus électoral. Une idée totalement rejetée par son adversaire, pour qui il cherche à «gagner du temps». L'impasse actuelle pourrait replonger le pays dans les violences, alors que 179 personnes ont déjà été tuées depuis mi-décembre selon l'ONU, qui a pointé du doigt la responsabilité des forces pro-Gbagbo.

Ces violences ont fait 53 morts depuis fin novembre, dont 14 membres des forces de l'ordre loyales à M. Gbagbo, selon le dernier bilan de son camp.

SOUDAN

Tapis rouge dans le Sud pour Béchir, qui se dit prêt à la séparation

Lors d'une rare visite hier dans le sud du pays, le président soudanais Omar el-Béchir a assuré qu'il respecterait le résultat du référendum de dimanche, même s'il débouchait sur la sécession.

«Je célébrerai votre décision, même si vous choisissez la sécession», a déclaré Béchir dans un discours prononcé à Juba, la capitale du Sud, et retransmis en direct sur la télévision d'Etat. «Personnellement, je serai triste si le Soudan se sépare. Mais en même temps, je serai heureux si nous avons la paix au Soudan», a-t-il expliqué, à cinq jours d'un référendum d'autodétermination historique au Sud-Soudan.

Auparavant, le président soudanais avait reçu un accueil en fanfare de la part du leader sudiste Salva Kiir, qui l'a combattu pendant des années mais a fait dérouler le tapis rouge pour lui à Juba.

De nombreux responsables politiques et religieux, ainsi qu'une garde d'honneur composée de soldats du Nord et du Sud, l'ont salué à sa descente d'avion. A l'extérieur de l'aéroport, environ 500 personnes se sont rassemblées, criant des slogans comme «Non à l'unité» et agitant des drapeaux sudistes, dans une ambiance de fête.

Signe que Béchir n'impressionne plus au Sud-Soudan, des organisations non-gouvernementales ont affiché des pancartes à son attention près de l'aéroport : «Nous sommes ravis de l'accueillir à nouveau pour célébrer l'indépendance du Sud-Soudan» ou «Bienvenue dans le 193^e Etat (du monde)». Lundi, une responsable du Mouvement populaire de libération du Soudan (SPLM, ex-rebelles sudistes), Anne Itto, avait balayé les objections à cette visite : «Je pense que les Sud-

Soudanais ont déjà fait leur choix. Ils ont déjà choisi la liberté et l'indépendance.» Dans son discours, le président soudanais, un Nordiste, a insisté sur son désir de maintenir de bonnes relations avec le Sud en cas de sécession : «Tout ce dont vous aurez besoin en terme de soutien technique, logistique ou professionnel de Khartoum, nous serons prêts à vous le donner.»

«Le bénéfice que nous trouvons à l'unité, nous pouvons aussi l'avoir dans deux Etats séparés», a-t-il martelé. Malgré les discours apaisants, un important dispositif de sécurité a, cependant, été déployé à Juba et des soldats en armes patrouillaient les rues. Après son discours, Omar el-Béchir et Salva Kiir se sont entretenus des questions post-référendum : citoyenneté, sécurité, partage des revenus pétroliers et de la dette internationale, tracé d'une éventuelle frontière dont 20% n'est pas encore défini... Après l'entretien, le ministre sudiste de l'Information, Barnaba Marial, a déclaré que les deux leaders s'étaient engagés à régler ces questions d'ici à juillet.

Béchir «a dit que si le peuple du Sud-Soudan choisissait de créer un Etat indépendant, lui et son gouvernement seraient les premiers à reconnaître le nouveau pays», a assuré M. Marial.

Près de quatre millions de personnes (3,75 millions au Sud, 116 000 au Nord et 60 000 à l'étranger) se sont inscrites sur les listes électorales en vue du référendum prévu du 9 au 15 janvier, aboutissement de l'accord de paix qui a mis fin à la guerre civile en 2005.

Les Etats-Unis se sont dits «optimistes» quant à ce référendum, placé sous la surveillance d'observateurs américains, européens, chinois, africains et arabes. La Chine a dit espérer qu'il se déroulerait «dans un contexte équitable, libre, transparent et pacifique».

PAKISTAN

Le gouverneur du Pendjab tué dans une attaque à Islamabad

Le gouverneur de la province pakistanaise du Pendjab, Salman Taseer, a été tué hier par un de ses gardes près de son domicile d'Islamabad, ont annoncé la police et le gouvernement.

Selon le ministre de l'Intérieur Rehman Malik, l'assassin présumé s'est rendu à la police, en expliquant avoir tué M. Taseer, car celui-ci était opposé à la loi sur le blasphème défendue par de nombreuses organisations islamistes.

«Il a avoué avoir lui-même tué le gouverneur, car il avait dénoncé la loi sur le blasphème. Il a confessé son crime et donné son arme à la police après l'attaque», a déclaré M. Malik.

Le Premier ministre Yousuf Raza Gilani a condamné l'attaque et annoncé trois jours de deuil national après la mort de M. Taseer, considéré comme une voix modérée du Parti du peuple pakistanais (PPP) du président Asif Ali Zardari et de son Premier ministre Yousuf Raza Gilani.

La fusillade a eu lieu dans un quartier central de la capitale, près du marché de Kohsar, très fréquenté des riches Pakistanais et des étrangers, et du domicile du gouverneur à Islamabad.

«Oui, il est mort», a annoncé à l'AFP un responsable de la police, Liaquat Ali Niazi à propos de Salman Taseer.

Selon le chef de l'administration de la capitale, Amir Ahmad Ali, M. Taseer est mort à l'hôpital après avoir été blessé dans l'attaque.

Sur place, le sol était couvert de sang et jonché de restes de munitions, a constaté l'AFP. La loi controversée sur le blasphème est revenue sur le devant de la scène en novembre dernier avec la condamnation à mort d'Asia Bibi, une paysanne mère de famille, accusée d'avoir blasphémé contre le prophète Mohammed.

Actuellement emprisonnée, elle a fait appel de ce verdict et la haute cour de Lahore doit se prononcer prochainement. La plupart des condamnations à mort pour blasphème au Pakistan ont, jusqu'ici, toutes été commuées.

A la lumière de ce cas, de nombreux pays et organisations internationales ainsi que des personnalités politiques et associations au Pakistan ont pressé le président Asif Ali Zardari de la gracier, et de modifier la loi. Mais ces appels ont été dénoncés par les puissants partis et autres groupes conservateurs religieux, qui ont rassemblé des milliers de manifestants dans plusieurs villes du pays et appelé à la grève générale fin décembre en prévenant que l'anarchie s'installerait si la loi était modifiée.

Seuls 3% des 167 millions de Pakistanais ne sont pas musulmans et appartiennent à des minorités qui se plaignent de discrimination.

L'assassinat de Salman Taseer intervient alors que le gouvernement est en proie à une grave crise politique, après la défection d'un de ses principaux alliés au sein de la coalition gouvernementale qui a fait perdre au gouvernement, au pouvoir depuis moins de trois ans, sa majorité au Parlement.

Il est, désormais, à la merci des partis d'opposition, qui peuvent le faire chuter s'ils décident de s'unir pour déposer une motion de censure.

Le chef de l'opposition Nawaz Sharif a lancé hier un ultimatum à M. Gilani, lui demandant de s'engager sous trois jours à mener des réformes.

Mais il n'a pas évoqué le dépôt d'une motion de censure, se contentant pour l'heure de menacer de faire éclater la coalition au pouvoir dans la seule province du Pendjab, une annonce qui a eu lieu avant la mort de M. Taseer.